



Assemblée générale

Distr. générale
15 octobre 1997
Français
Original : anglais

Cinquante-deuxième session

Ordre du jour annoté de la cinquante-deuxième session ordinaire de l'Assemblée générale

I. Introduction

1. Le présent document, qui a été établi conformément à l'alinéa c) du paragraphe 17 de l'annexe II à la résolution 2837 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1971, met à jour les informations figurant dans la liste préliminaire annotée (A/52/100).
2. Depuis la parution de la liste préliminaire annotée le 15 juillet 1997, les documents suivants ont été distribués :
 - a) Ordre du jour provisoire (voir point 8);
 - b) Demandes d'inscription de questions supplémentaires (voir points 156 et 157);
 - c) Liste supplémentaire (voir point 8);
 - d) Mémoire du Secrétaire général (voir point 8);
 - e) Demande d'inscription d'une question additionnelle (voir point 158).

II. Ordre du jour annoté

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation malaisienne
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation
3. Pouvoirs des représentants à la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs



b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs

L'Assemblée générale a nommé membres de la Commission de vérification des pouvoirs les États ci-après : Argentine, Barbade, Bhoutan, Chine, Côte d'Ivoire, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Norvège et Zambie.

Documentation : Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.

4. Élection du président de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale a élu président M. Hennadiy Oudovenko (Ukraine).

5. Élection des bureaux des grandes commissions

Les personnes suivantes ont été élues à la présidence des grandes commissions :

Première Commission : M. Mothusi D. C. Nkgowe (Botswana)

Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) : M. Machivenyika Tobias Mapuranga (Zimbabwe)

Deuxième Commission : M. Oscar R. de Rojas (Venezuela)

Troisième Commission : M. Alessandro Busacca (Italie)

Cinquième Commission : M. Anwarul Karim Chowdhury (Bangladesh)

Sixième Commission : M. Peter Tomka (Slovaquie).

6. Élection des vice-présidents de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale a élu vice-présidents de l'Assemblée les représentants des États Membres ci-après : Afrique du Sud, Chine, Égypte, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, France, Grèce, Guinée, Irlande, Jordanie, Kirghizistan, Mexique, Mongolie, Panama, Qatar, République démocratique du Congo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Togo et Viet Nam.

7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies

Documentation : Note du Secrétaire général, A/52/392.

8. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : rapports du Bureau

Ordre du jour provisoire

L'ordre du jour provisoire a été distribué le 18 juillet et un rectificatif le 6 août 1997 (A/52/150 et Corr.1).

Questions supplémentaires

Deux demandes d'inscription de questions supplémentaires ont été présentées à l'Assemblée générale (voir les points 156 et 157).

La liste supplémentaire est parue le 22 août 1997 (A/52/200).

Questions additionnelles

Une demande d'inscription d'une question additionnelle a été présentée à l'Assemblée générale (voir point 158).

Examen du projet d'ordre du jour par le Bureau

Le mémoire du Secrétaire général concernant l'organisation de la session, l'adoption de l'ordre du jour et la répartition des questions est paru sous la cote A/BUR/52/1.

Examen des rapports du Bureau

L'Assemblée générale, après avoir examiné le premier rapport du Bureau (A/52/250), a décidé d'un certain nombre de dispositions concernant l'organisation de la cinquante-deuxième session, adopté l'ordre du jour de cette session (A/52/251) et approuvé la répartition des questions à examiner (A/52/252).

9. Débat général

Les recommandations du Bureau concernant le débat général figurent aux paragraphes 14 et 15 du premier rapport de cet organe à l'Assemblée générale (A/52/250).

10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation

Le rapport du Secrétaire général est paru en tant que Supplément No 1 (A/52/1).

Agenda pour la paix : diplomatie préventive et questions connexes

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

Situation financière de l'Organisation des Nations Unies

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

11. Rapport du Conseil de sécurité

Documentation : Rapport du Conseil de sécurité, Supplément No 2 (A/52/2).

12. Rapport du Conseil économique et social

Documentation : Rapport du Conseil économique et social, Supplément No 3 (A/52/3).

Année internationale des personnes âgées : vers une société pour tous les âges

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter un projet de résolution intitulé «Année internationale des personnes âgées : vers une société pour tous les âges», dont le texte est reproduit dans le rapport du Conseil économique et social (résolution 1997/18 du Conseil).

Documentation : Rapport du Conseil économique et social, Supplément No 3 (A/52/3).

Année internationale des volontaires, 2001

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter un projet de résolution intitulé «Année internationale des volontaires, 2001», dont le texte est reproduit dans le rapport du Conseil économique et social (résolution 1997/44 du Conseil).

Documentation : Rapport du Conseil économique et social, Supplément No 3 (A/52/3).

Révision des règles générales du Programme alimentaire mondial

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a approuvé les modifications apportées aux règles générales telles qu'elles figurent dans le rapport du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (E/1997/49) et a décidé de les transmettre à l'Assemblée générale (décision 1997/217 du Conseil).

Documentation : Rapport du Conseil économique et social, Supplément No 3 (A/52/3).

Lutte contre le syndrome d'immunodéficience acquise (sida)

Documentation : Note du Secrétaire général (résolution 47/40).

Coordination des activités des organisations du système des Nations Unies dans le domaine de l'énergie

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 1996/44 du Conseil), A/52/175-E/1997/75.

Idées nouvelles et novatrices pour mobiliser des fonds

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 1996/48 du Conseil), A/52/203-E/1997/85.

Programme de travail et ordre de priorité de la Commission économique pour l'Afrique pour la période biennale 1998-1999

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a demandé au Secrétaire général d'accorder, au moment de la formulation de ses propositions pour le budget-programme pour la période 1998-1999, une attention particulière aux besoins de la région africaine en matière de développement en dotant la Commission de ressources suffisantes afin de lui permettre de mener à bien la réforme qu'elle avait déjà entreprise. Il a invité l'Assemblée générale et ses Deuxième et Cinquième Commissions à s'assurer que des ressources suffisantes étaient mises à la disposition de la Commission pour l'exécution de son programme de travail (résolution 1997/6 du Conseil).

Proclamation de l'an 2000 Année internationale d'action de grâce

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale de proclamer, à sa cinquante-deuxième session, l'an 2000 Année internationale d'action de grâce (résolution 1997/46 du Conseil).

Proclamation de l'an 2000 Année internationale de la culture de la paix

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale de proclamer, à sa cinquante-deuxième session, l'an 2000 Année internationale de la culture de la paix (résolution 1997/47 du Conseil).

Renforcement de la Section des organisations non gouvernementales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa cinquante-deuxième session, un rapport proposant des moyens précis propres à permettre à la Section des organisations non gouvernementales de s'acquitter de son volume de travail actuel et prévisible de manière efficace et rationnelle. Il a aussi recommandé à l'Assemblée générale de doter la Section des organisations non gouvernementales des ressources humaines, financières et techniques voulues pour qu'elle puisse s'acquitter de ses attributions, telles qu'énoncées dans la résolution 1996/31 du Conseil, de manière efficace, rationnelle et rapide (résolution 1997/58).

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 1997/58 du Conseil).

Prix 1997 des Nations Unies en matière de population

Documentation : Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population (décision 1982/112 du Conseil), A/52/212.

13. Rapport de la Cour internationale de Justice

Documentation : Rapport de la Cour internationale de Justice, Supplément No 4 (A/52/4).

14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

Documentation : Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique en 1996 (voir A/52/285). Dans sa déclaration à l'Assemblée, le Directeur général de l'Agence traitera des principaux faits survenus depuis la publication du rapport.

15. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux :

a) Élection de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité

L'Assemblée générale sera appelée à pourvoir les sièges laissés vacants par les États ci-après : Chili, Égypte, Guinée-Bissau, Pologne et République de Corée. Comme il est

stipulé à l'article 144 du Règlement intérieur, les membres sortants ne sont pas immédiatement rééligibles.

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

b) Élection de dix-huit membres du Conseil économique et social

L'Assemblée générale sera appelée à pourvoir les sièges laissés vacants par les États ci-après : Afrique du Sud, Australie, Bélarus, Brésil, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, États-Unis d'Amérique, Inde, Jamaïque, Luxembourg, Malaisie, Ouganda, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Soudan et Thaïlande. Comme il est stipulé à l'article 146 du Règlement intérieur, les membres sortants sont immédiatement rééligibles.

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

16. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections :

a) Élection de vingt-neuf membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement

L'Assemblée générale sera appelée à pourvoir les sièges laissés vacants par les États ci-après : Allemagne, Argentine, Brésil, Bulgarie, Burundi, Canada, Chine, Costa Rica, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Gabon, Gambie, Guinée-Bissau, Hongrie, Indonésie, Japon, Nicaragua, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique du Congo, République populaire démocratique de Corée, Soudan, Suède, Suisse, Venezuela, Zambie et Zimbabwe. Comme il est stipulé à l'article 146 du Règlement intérieur, les membres sortants sont immédiatement rééligibles.

Documentation : Note du Secrétaire général (décision 50/308).

b) Élection de sept membres du Comité du programme et de la coordination

L'Assemblée générale sera appelée à pourvoir les sièges laissés vacants par les États ci-après : Bahamas, Bénin, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Ghana et Mexique.

Documentation : Note du Secrétaire général (décision 51/305), A/52/440.

c) Élection de dix-neuf membres de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international

L'Assemblée générale sera appelée à pourvoir les sièges laissés vacants par les États ci-après : Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Chili, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Hongrie, Inde, Iran (République islamique d'), Italie, Kenya, Ouganda, Pologne, République-Unie de Tanzanie, Slovaquie, Soudan, Thaïlande et Uruguay.

Documentation : Note du Secrétaire général (décision 49/315).

d) Élection du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement

À sa cinquante et unième session, l'Assemblée générale a prorogé le mandat de Mme Elizabeth Dowdeswell en tant que Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour une période d'un an à compter du 1er janvier 1997. L'Assemblée sera appelée à pourvoir le siège devenu vacant à l'expiration du mandat de Mme Dowdeswell.

Documentation : Note du Secrétaire général (décision 51/316).

17. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations :

a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

L'Assemblée générale sera appelée à pourvoir les sièges devenus vacants à l'expiration du mandat de MM. Al-Masri, Barac, Maiga, Maycock et Mselle.

Documentation : Note du Secrétaire général (décision 51/310 A), A/52/101/Rev.1.

b) Nomination de membres du Comité des contributions

L'Assemblée générale sera appelée à pourvoir les sièges devenus vacants à l'expiration du mandat de MM. Blukis, Etuket, Humenny, Kawai, Leis et Menon.

Documentation : Note du Secrétaire général (décisions 51/311 A et B), A/52/102/Rev.1.

c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes

L'Assemblée générale sera appelée à pourvoir le siège qui deviendra vacant à l'expiration du mandat du Vérificateur général des comptes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Documentation : Note du Secrétaire général (décision 51/312), A/52/103.

d) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements

L'Assemblée générale sera appelée à confirmer la nomination de trois membres désignés par le Secrétaire général pour pourvoir les sièges qui deviendront vacants à l'expiration du mandat de MM. Abdullatif, Chico Pardo et Raczkowski.

Documentation : Note du Secrétaire général (décision 51/313), A/52/104.

e) Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies

L'Assemblée générale sera appelée à pourvoir les sièges qui deviendront vacants à l'expiration du mandat de MM. Balanda, Sen et Thierry.

Documentation : Note du Secrétaire général (décision 51/314), A/52/105.

f) Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale

L'Assemblée générale sera appelée à pourvoir les sièges qui deviendront vacants à l'expiration du mandat de M. Bettati, Mme Myers, M. Pimentel, M. Stephanou et M. Tashiro.

Documentation : Note du Secrétaire général (décisions 51/315 A et B), A/52/106.

g) Nomination de membres et de membres suppléants du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies

L'Assemblée générale sera appelée à élire quatre membres et quatre membres suppléants du Comité

Documentation : Note du Secrétaire général (décision 49/314), A/52/107.

h) Nomination de membres du Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

À la cinquante-deuxième session, le Président de l'Assemblée générale sera appelé à pourvoir les sièges qui deviendront vacants à l'expiration du mandat des membres actuels du Comité, le 31 décembre 1997.

Documentation : Note du Secrétaire général (décisions 49/317 A et B).

i) Nomination de membres du Comité des conférences

L'Assemblée générale sera appelée à pourvoir les sièges laissés vacants par les États suivants : Bahamas, Belgique, Ghana, Iran (République islamique d'), Lettonie, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Sénégal. Comme il est stipulé au paragraphe 3 de la résolution 43/222 B, les membres sortants sont immédiatement rééligibles.

Documentation : Note du Secrétaire général (décision 51/317), A/52/109.

j) Nomination d'un membre du Corps commun d'inspection

L'Assemblée générale sera appelée à pourvoir le siège qui deviendra vacant à l'expiration du mandat de M. Quijano le 31 décembre 1998.

Documentation : Note du Secrétaire général (décision 47/329), A/52/110.

18. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Documentation :

- a) Rapport du Comité spécial, Supplément No 23 (A/52/23);
- b) Rapport du Secrétaire général sur la question du Sahara occidental (résolution 51/143), A/52/364 et Add.1.

19. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies

À l'heure actuelle, 185 États sont Membres de l'Organisation des Nations Unies.

20. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale :

a) Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies

Documentation : Note du Secrétaire général (résolution 46/182), A/52/443.

b) Assistance économique spéciale à certains pays ou régions

Assistance et coopération internationales en faveur de l'Alliance pour le développement durable de l'Amérique centrale

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/58 B), A/52/297.

Aide à la reconstruction et au développement d'El Salvador

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/58 C), A/52/433.

Assistance internationale pour le redressement économique de l'Angola

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/58 D).

Assistance à la reconstruction de Madagascar suite aux catastrophes naturelles de 1994

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/58 I).

Assistance économique aux États qui subissent le contre-coup de l'application des résolutions du Conseil de sécurité imposant des sanctions contre la République fédérative de Yougoslavie

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/30 A).

Assistance pour le relèvement et la reconstruction du Libéria

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/30 B).

Aide à la reconstruction et au développement du Liban

Documentation : Note du Secrétaire général (résolution 51/30 C), A/52/341.

Assistance pour la reconstruction et le développement de Djibouti

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/30 E), A/52/434.

Assistance humanitaire à la Somalie et soutien au relèvement économique et social du pays

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/30 G).

Assistance internationale au Rwanda pour la réinsertion des réfugiés qui regagnent le pays, le rétablissement de la paix totale, la reconstruction et le développement socioéconomique

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/30 H).

Assistance d'urgence au Soudan

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/30 I).

Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité au Tadjikistan et le relèvement de ce pays

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/30 J).

c) Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/195 A).

d) Assistance au peuple palestinien

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/150), A/52/159-E/1997/69.

e) Participation de volontaires, les «Casques blancs», aux opérations de secours humanitaires et aux activités de relèvement et de coopération technique pour le développement entreprises par l'Organisation des Nations Unies

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/19).

f) Renforcement de la coopération internationale et coordination des efforts déployés pour étudier et atténuer le plus possible les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/134).

21. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 48/264).

22. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Agence de coopération culturelle et technique

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/3), A/52/299 et Add.1 et 2.

23. Multilinguisme

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/11).

24. Pour l'édification d'un monde pacifique et meilleur grâce au sport et à l'idéal olympique

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

25. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/14), A/52/376.

26. Université pour la paix

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/41).

27. Retour ou restitution de biens culturels à leur pays d'origine

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/56), A/52/211.

28. Congrès universel sur la question du canal de Panama

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/5), A/52/435.

29. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/7), A/52/456.

30. Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/17), A/52/342 et Corr.1.

31. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/18), A/52/377.

32. Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/19), A/52/462.

33. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/20), A/52/378.

34. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/21), A/52/313.

35. Élimination des mesures économiques coercitives utilisées pour exercer une pression politique et économique

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/22), A/52/343 et Add.1.

36. Question de Palestine

Documentation :

- a) Rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, Supplément No 35 (A/52/35);
- b) Rapport du Secrétaire général (résolution 51/26).

37. La situation au Moyen-Orient

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolutions 51/27 et 51/28).

38. Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/31).

39. Les océans et le droit de la mer

a) Droit de la mer

Documentation :

- a) Rapport annuel d'ensemble du Secrétaire général (résolution 51/34);
- b) Rapport du Secrétaire général (résolution 51/34);
- c) Note du Secrétaire général transmettant l'Accord sur les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Autorité internationale des fonds marins (résolution 51/34), A/52/260.

- b) **Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs**

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/35).

- c) **La pêche hauturière au grand filet dérivant, la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale et prises accessoires et déchets de la pêche**

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/36).

40. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/57), A/52/450.

41. Assistance au déminage

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/149).

42. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/151), A/52/374.

43. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/195 B), A/52/358-S/1997/719.

44. La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/196).

45. La situation en Amérique centrale : processus d'établissement d'une paix ferme et durable et progrès réalisés dans la structuration d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/197), A/52/344.

Bureau de vérification des Nations Unies en El Salvador

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/199), A/51/917.

Mission des Nations Unies pour la vérification des droits de l'homme et du respect des engagements pris aux termes de l'Accord général relatif aux droits de l'homme au Guatemala

Documentation :

- a) Rapports du Secrétaire général (résolutions 51/198 B et C);
- b) Notes du Secrétaire général transmettant les rapports de la Mission (résolution 51/198 C), A/52/330.

46. Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social

Documentation :

- a) Rapport du Conseil économique et social, Supplément No 3 (A/52/3);
- b) Rapport du Secrétaire général (résolution 51/202), A/52/305.

47. La situation en Bosnie-Herzégovine

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

48. Question des Îles Falkland (Malvinas)

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

49. Rapport du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

Documentation : Note du Secrétaire général transmettant le quatrième rapport du Tribunal international (décision 51/409), A/52/375-S/1997/729.

50. Rapport du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994

Documentation : Note du Secrétaire général transmettant le deuxième rapport annuel du Tribunal international (décision 51/410).

51. Déclaration de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relative à l'attaque militaire aérienne et navale lancée en avril 1986 par l'actuel Gouvernement des États-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

52. Agression armée israélienne contre les installations nucléaires iraqiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

53. Conséquences de l'occupation du Koweït par l'Iraq et de l'agression iraquienne contre le Koweït

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

54. Application des résolutions des Nations Unies

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

55. Question de l'île comorienne de Mayotte

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

56. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

57. La situation au Burundi

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

58. Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/227), A/52/155-E/1997/68 et Add.1.

59. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes

Documentation : Rapport du Groupe de travail à composition non limitée sur la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres, Supplément No 47 (A/52/47).

60. Renforcement du système des Nations Unies

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

61. Question de Chypre

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

62. Respect des obligations en matière de limitation des armements et de désarmement

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

63. La vérification sous tous ses aspects, y compris le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/61), A/52/269.

64. Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/245).

65. Réduction des budgets militaires

a) Réduction des budgets militaires

b) Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires

Documentation : Rapports du Secrétaire général (résolution 35/142 B), A/52/310; et (résolution 51/38), A/52/302.

66. Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/39).

67. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/141), A/52/271.

68. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud

Documentation : Note du Secrétaire général (résolution 51/42), A/52/306.

69. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes

Documentation : Rapport de la Conférence du désarmement, Supplément No 27 (A/52/27).

70. Prévention d'une course aux armements dans l'espace

Documentation : Rapport de la Conférence du désarmement, Supplément No 27 (A/52/27).

71. Désarmement général et complet :

Documentation :

- a) Rapport de la Commission du désarmement, Supplément No 42 (A/52/42);
- b) Rapport de la Conférence du désarmement, Supplément No 27 (A/52/27);
- c) Rapport du Secrétaire général (résolution 51/45 S), A/52/268.

a) Notification des essais nucléaires

Documentation : Note du Secrétaire général (résolution 42/38 C), A/52/88.

b) Armes de petit calibre

Documentation :

- i) Rapport du Secrétaire général (résolutions 50/70 B et 51/45 L), A/52/264;
- ii) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes de petit calibre (résolution 50/70 B), A/52/298.

c) Transparence dans le domaine des armements

Documentation : Rapports du Secrétaire général (résolution 51/45 H), A/52/312 et A/52/316.

d) Hémisphère Sud et zones adjacentes exemptes d'armes nucléaires

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

e) Convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement : rapport du Comité préparatoire de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement

Documentation : Note du Secrétaire général (résolution 51/45 C), A/52/288.

f) Relation entre le désarmement et le développement

Documentation : Note du Secrétaire général (résolution 51/45 D), A/52/228.

g) Respect des normes relatives à l'environnement dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

h) Mesures visant à freiner le transfert et l'emploi illicites d'armes classiques

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/45 F), A/52/229.

i) Interdiction de déverser des déchets radioactifs

Documentation : Rapport de la Conférence du désarmement (résolution 51/45 J), Supplément No 27 (A/52/27).

j) Désarmement régional

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

k) Suite donnée à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la «licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires»

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

l) Consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/45 N), A/52/289.

m) Désarmement nucléaire

Documentation : Note du Secrétaire général (résolution 51/45 O), A/52/414.

n) Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional

Documentation : Rapport de la Conférence du désarmement (résolution 51/45 Q), Supplément No 27 (A/52/27).

o) Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction

Documentation : Rapport de la Conférence du désarmement (résolution 51/45 T), Supplément No 27 (A/52/27).

p) Non-prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, sous tous ses aspects

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

72. Examen et application du document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale :**a) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique**

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/46 B), A/52/309 et Corr.1.

b) Mesures de confiance à l'échelon régional

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolutions 50/71 B et 51/46 C), A/52/293.

c) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires

Documentation : Rapport de la Conférence du désarmement (résolution 51/46 D), Supplément No 27 (A/52/27).

73. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire

a) Rapport de la Commission du désarmement

Documentation : Rapport de la Commission du désarmement, Supplément No 42 (A/52/42).

b) Rapport de la Conférence du désarmement

Documentation : Rapport de la Conférence du désarmement, Supplément No 27 (A/52/27).

c) Conseil consultatif pour les questions de désarmement

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 38/183 O), A/52/282.

d) Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement

Documentation : Note du Secrétaire général transmettant les rapports du Directeur adjoint de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement et du Conseil d'administration de cet organisme (résolution 39/148 H), A/52/272.

74. Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/48), A/52/454.

75. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/49), A/52/227 et Corr.2.

76. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/50), A/52/427.

77. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix

Documentation : Rapport du Comité spécial de l'océan Indien, Supplément No 29 (A/52/29).

78. Renforcement du régime défini par le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco)

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

79. Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

80. Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

81. Maintien de la sécurité internationale

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/80 B), A/52/373.

82. Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

83. Rationalisation des travaux et réforme de l'ordre du jour de la Première Commission

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

84. Effet des rayonnements ionisants

Documentation : Rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants, Supplément No 46 (A/52/46).

85. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace

Documentation :

a) Rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, Supplément No 20 (A/52/20);

b) Rapport du Secrétaire général (résolution 51/123), A/52/307.

**86. Office de secours et de travaux des Nations Unies
pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient**

Documentation :

- a) Rapport du Commissaire général, Supplément No 13 (A/52/13);
- b) Additif au rapport du Commissaire général : situation financière de l'UNRWA en 1996 et 1997 et prévisions de dépenses pour 1998-1999 (A/52/13/Add.1);
- c) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA (résolution 51/125);
- d) Rapports du Secrétaire général (résolution 51/126), A/52/423; (résolution 51/127), A/52/415; (résolution 51/129), A/52/372; et (résolution 51/130);
- e) Note du Secrétaire général transmettant le rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine (résolution 51/124), A/52/311.

**87. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques
israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien
et des autres Arabes des territoires occupés**

Documentation :

- a) Rapports du Secrétaire général (résolutions 51/131 à 135);
- b) Notes du Secrétaire général transmettant les premier, deuxième et troisième rapports périodiques du Comité spécial (résolution 51/131) A/52/131 et Add.1 et 2.

**88. Étude d'ensemble de toute la question des opérations
de maintien de la paix sous tous leurs aspects**

Documentation : Rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (résolution 51/136), A/52/209.

89. Questions relatives à l'information

Documentation :

- a) Rapport du Comité de l'information, Supplément No 21 (A/52/21);
- b) Rapport du Secrétaire général (résolution 51/138 B), A/52/455;
- c) Note du Secrétaire général transmettant une déclaration du Comité administratif de coordination sur l'accès universel à des services fondamentaux de communication et d'information, A/52/354.

90. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies

Documentation :

- a) Rapport du Comité spécial de la décolonisation, Supplément No 23 (A/52/23);
- b) Rapport du Secrétaire général (résolution 51/139), A/52/365.

91. Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans les territoires se trouvant sous domination coloniale

Documentation : Rapport du Comité spécial de la décolonisation, Supplément No 23 (A/52/23).

92. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

Documentation :

- a) Rapport du Comité spécial de la décolonisation, Supplément No 23 (A/52/23);
- b) Rapport du Conseil économique et social, Supplément No 3 (A/52/3);
- c) Rapport du Secrétaire général (résolution 51/141), A/52/185.

93. Moyens d'étude et de formation offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/142), A/52/388 et Add.1.

94. La situation dans les territoires occupés de Croatie

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

95. Questions de politique macroéconomique :

- a) Financement du développement, y compris le transfert net de ressources entre pays en développement et pays développés**

Documentation : Rapports du Secrétaire général (résolutions 50/93 et 51/166), A/52/399 et A/52/406.

b) Commerce et développement

Documentation : Rapport du Conseil du commerce et du développement sur sa quinzième session, Suppléments Nos 15 et 15A (A/52/15 et Add.1).

Mesures économiques utilisées pour exercer une pression politique et économique sur les pays en développement

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/96), A/52/459.

Action spécifique en rapport avec les besoins et problèmes particuliers des pays en développement sans littoral

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/97), A/52/329.

c) Science et technique au service du développement

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/101), A/52/320.

d) Crise de la dette extérieure et développement

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/164), A/52/290.

96. Questions de politique sectorielle :

a) Coopération pour le développement industriel

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/94).

b) Les entreprises et le développement

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 48/180), A/52/428.

c) Alimentation et développement agricole durable

Documentation :

a) Rapport du Secrétaire général (résolution 51/171);

b) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (résolutions 50/109 et 51/171), A/52/132-E/1997/57.

97. Développement durable et coopération économique internationale

a) Relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat

Documentation : Rapport du Secrétaire général (51/174), A/52/425.

b) Mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés

Documentation : Rapport du Secrétaire général (50/103), A/52/279.

c) Population et développement

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale à sa cinquante-deuxième session de décider, notamment en envisageant de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée en 1999, du processus et des modalités de l'examen et de l'évaluation de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (résolution 1997/42 du Conseil)

Documentation : Rapport du Secrétaire général (51/176), A/52/208 et Add.1.

d) Migrations internationales et développement, y compris convocation d'une conférence des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolutions 50/123 et 51/148), A/52/314.

e) Application des décisions de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II)

Documentation :

a) Rapport de la Commission des établissements humains sur les travaux de sa seizième session, Supplément No 8 (A/52/8);

b) Rapport de la Commission des établissements humains sur la mise en oeuvre de la Stratégie mondiale du logement jusqu'en l'an 2000, Supplément No 8A (A/52/8/Add.1);

c) Rapports du Secrétaire général (résolution 51/177), A/52/181-E/1997/77.

f) Première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/178), A/52/315.

g) Participation des femmes au développement

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/104), A/52/345.

h) Mise en valeur des ressources humaines

Documentation : Rapports du Secrétaire général (résolution 50/105).

i) Développement culturel

Documentation : Note du Secrétaire général transmettant le rapport d'activité final du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sur l'application du programme de la Décennie mondiale du développement culturel au cours de la période 1994-1997 (résolution 41/187 et décision 1996/206 du Conseil), A/52/382.

98. Environnement et développement durable

Documentation : Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux de sa dix-neuvième session, Supplément No 25 (A/52/25).

a) Application des décisions et recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

Documentation :

- a) Rapport du Conseil économique et social, Supplément No 3 (A/52/3);
- b) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, sur les travaux de la première partie et de la reprise de sa dixième session (résolution 50/112), A/52/82 et Add.1.

b) Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolutions 50/114 et 51/180).

c) Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures

Documentation :

- a) Rapport du Secrétaire général (résolution 50/115);
- b) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (résolutions 51/184).

d) Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolutions 50/117 B et 51/185).

e) Convention sur la diversité biologique

Documentation : Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique (résolution 51/182), A/52/441.

f) Application des décisions de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/183), A/52/319.

g) Session extraordinaire consacrée à un examen et une évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre d'Action 21

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/181), A/52/280.

99. Activités opérationnelles de développement

a) Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général de mettre à jour les propositions concernant les modalités de financement dans le contexte des efforts entrepris afin de dégager des ressources pour les activités opérationnelles des Nations Unies (résolution 1997/59 du Conseil, par. 6).

Documentation :

- a) Rapport du Conseil économique et social, Supplément No 3 (A/52/3);
- b) Rapport du Secrétaire général (résolution 1997/59 du Conseil), (A/52/431);
- c) Notes du Secrétaire général transmettant :
 - i) Le rapport sur les activités du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (résolutions 39/125 et 50/166), A/52/300;
 - ii) Observations du CAC sur les rapports du Corps commun d'inspection :
 - a. Ressources financières allouées par le système des Nations Unies aux activités menées par les organisations non gouvernementales (résolution 31/192), A/52/114-E/1997/46;
 - b. Coordination des cadres de politique générale et de programmation en vue de l'instauration d'une coopération pour le développement plus efficace (résolution 31/192), A/52/115-E/1997/47;
 - c. Renforcement de la représentation locale du système des Nations Unies (résolution 31/192), A/52/457.

b) Coopération économique et technique entre pays en développement

Documentation : Rapport du Comité de haut niveau sur l'examen de la coopération technique entre pays en développement, Supplément No 39 (A/52/39).

Coopération économique et technique entre pays en développement et Conférence des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/119), A/52/402.

Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté de développement de l'Afrique australe

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/118), A/52/400.

100. Formation et recherche : Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

Documentation :

- a) Rapport du Secrétaire général (résolution 51/188);
- b) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Corps commun d'inspection (résolution 51/188);
- c) Note du Secrétaire général transmettant un rapport intitulé «Achèvement de la restructuration de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, conformément à la résolution 47/227 de l'Assemblée générale (A/52/367).

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a recommandé que l'Assemblée générale adopte une décision en vertu de laquelle, à partir de 1998, le rapport de l'Université des Nations Unies serait examiné directement par la Deuxième Commission de l'Assemblée générale, conformément à son programme de travail (résolution 1997/43 du Conseil).

101. Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles

Documentation : Note du Secrétaire général transmettant le rapport établi par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (résolution 51/190), A/52/172-E/1997/71 et Corr.1.

102. Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux handicapés et à la famille

Pour la pleine intégration des handicapés dans la société : application des Règles pour l'égalisation des chances des handicapés et application de la Stratégie à long terme pour la mise en oeuvre du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées d'ici à l'an 2000 et au-delà

Documentation :

- a) Rapport du Secrétaire général (résolutions 49/153 et 50/144), A/52/351;
- b) Note du Secrétaire général transmettant le rapport final du Rapporteur spécial de la Commission du développement social sur le suivi de l'application des Règles pour l'égalisation des chances des handicapés (résolution 48/96), A/52/56.

Situation sociale dans le monde

Documentation : Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1997 (résolution 44/56), numéro de vente F.97.IV.1

Mise en oeuvre du Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/81), A/52/60-E/1997/6.

Année internationale des personnes âgées

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/141), A/52/328.

Suite donnée à l'Année internationale de la famille

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter sur le sujet un projet de résolution, dont le texte est reproduit dans le rapport du Conseil économique et social (résolution 1997/21).

Documentation :

- a) Rapport du Conseil économique et social, Supplément No 3 (A/52/3);
- b) Rapport du Secrétaire général (résolution 50/142), A/52/57-E/1997/4.

Progrès réalisés et problèmes rencontrés dans la lutte contre l'analphabétisme

Documentation : Rapport du Secrétaire général et du Directeur de l'UNESCO (résolution 50/143), A/52/183-E/1997/74.

103. Prévention du crime et justice pénale**Question de l'élaboration d'une convention internationale contre la criminalité transnationale organisée**

Documentation : Rapport du Conseil économique et social, Supplément No 3 (A/52/3).

Suivi de la déclaration politique de Naples et du Plan mondial d'action contre la criminalité transnationale organisée

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter sur le sujet un projet de résolution, dont le texte est reproduit dans le rapport du Conseil économique et social (résolution 1997/22 du Conseil).

Documentation : Rapport du Conseil économique et social, Supplément No 3 (A/52/3).

Préparatifs du dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter sur le sujet un projet de résolution, dont le texte est reproduit dans le rapport du Conseil économique et social (résolution 1997/23 du Conseil).

Documentation : Rapport du Conseil économique et social, Supplément No 3 (A/52/3).

Mesures en matière de prévention du crime et de justice pénale pour éliminer la violence contre les femmes

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter sur le sujet un projet de résolution, dont le texte est reproduit dans le rapport du Conseil économique et social (résolution 1997/24 du Conseil).

Documentation : Rapport du Conseil économique et social, Supplément No 3 (A/52/3).

Coopération internationale contre la corruption passive et active dans les transactions commerciales internationales

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter sur le sujet un projet de résolution, dont le texte est reproduit dans le rapport du Conseil économique et social (résolution 1997/25 du Conseil).

Documentation : Rapport du Conseil économique et social, Supplément No 3 (A/52/3).

Coopération internationale en matière pénale

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter sur le sujet un projet de résolution, dont le texte est reproduit dans le rapport du Conseil économique et social (résolution 1997/26 du Conseil).

Documentation : Rapport du Conseil économique et social, Supplément No 3 (A/52/3).

Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/61), A/52/327.

Renforcement du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, en particulier de ses moyens de coopération technique

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/63), A/52/295.

104. Contrôle international des drogues

Programme d'action mondial

Documentation :

- a) Rapport du Conseil économique et social, Supplément No 3 (A/52/3);
- b) Rapport du Secrétaire général (résolutions 47/100 et 51/64), A/52/296;
- c) Note du Secrétaire général transmettant le rapport de la Commission des stupéfiants en tant qu'organe préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale (E/1997/48) (résolution 51/64), A/52/336.

Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la lutte contre la production, la vente, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes et les activités connexes

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale que la session extraordinaire consacrée à la lutte contre la production,

la vente, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes et les activités connexes se tiennent du 8 au 10 juin 1998 (décision 1997/238).

105. Promotion de la femme

Élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Documentation :

- a) Rapport du Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Supplément No 38 (A/52/38);
- b) Rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (résolution 45/124), A/52/337.

Violence à l'égard des travailleuses migrantes

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/65), A/52/356.

Traite des femmes et des petites filles

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/66), A/52/355.

Situation des femmes au Secrétariat

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/67), A/52/408.

Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/163), A/52/352.

Amélioration de la condition de la femme dans les zones rurales

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/165), A/52/326.

106. Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/69), A/52/281.

107. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

Documentation : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Supplément No 12 (A/52/12) et additif, Supplément No 12A (A/52/12/Add.1).

Suite donnée à la Conférence régionale pour l'examen des problèmes des réfugiés, des personnes déplacées, des personnes contraintes à d'autres formes de déplacement involontaire et des rapatriés dans les pays de la Communauté d'États indépendants et certains États voisins

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/70), A/52/274.

Assistance aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées en Afrique

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/71), A/52/360.

Assistance aux enfants réfugiés non accompagnés

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/73), A/52/273.

108. Promotion et protection des droits de l'enfant

Documentation :

- a) Rapport du Comité des droits de l'enfant, Supplément No 41 (A/52/41);
- b) Rapport du Secrétaire général (résolution 51/77, sect. VII), A/52/348.

Protection des enfants touchés par les conflits armés

Documentation: Note du Secrétaire général transmettant le rapport préliminaire du Représentant spécial (résolution 51/77, sect. II).

Prévention et élimination de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie impliquant des enfants

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial chargé d'examiner les questions se rapportant à la vente d'enfants, à la prostitution des enfants et à la pornographie impliquant des enfants toute l'assistance nécessaire, et a engagé tous les organismes compétents des Nations Unies à fournir au Rapporteur spécial les informations nécessaires pour lui permettre de s'acquitter pleinement de son mandat et de présenter un rapport de situation à l'Assemblée générale à sa cinquante-deuxième session (décision 1997/281 du Conseil).

Documentation: Note du Secrétaire général transmettant le rapport préliminaire du Représentant spécial (résolution 51/77, sect. IV et VII).

109. Programme d'activités de la Décennie internationale des populations autochtones

Documentation : a) Rapport du Secrétaire général (décision 51/424).

110. Élimination du racisme et de la discrimination raciale

Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Documentation : Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale sur les travaux de ses cinquantième et cinquante et unième sessions, Supplément No 18 (A/52/18).

Mesures visant à combattre les formes contemporaines de racisme et de discrimination raciale

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a approuvé la demande de la Commission des droits de l'homme adressée au Secrétaire général tendant à permettre au Rapporteur spécial chargé d'examiner la question des formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée de présenter un rapport intérimaire à l'Assemblée générale à sa cinquante-deuxième session et un rapport détaillé à la Commission à sa cinquante-quatrième session. Le Conseil a également approuvé la recommandation de la Commission tendant à ce que l'Assemblée générale convoque, au plus tard en 2001, une conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (décision 1997/293 du Conseil).

Documentation : Note du Secrétaire général transmettant le rapport intérimaire du Rapporteur spécial (résolution 51/79 de l'Assemblée et décisions 1997/277 et 293 du Conseil).

Situation financière du Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/80, sect. II), A/52/463.

Troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a approuvé la demande de la Commission des droits de l'homme adressée au Secrétaire général tendant à ce que celui-ci présente à l'Assemblée générale, à sa cinquante-deuxième session, un rapport détaillé sur les ressources financières et humaines nécessaires pour la mise en oeuvre du Programme d'action de la troisième Décennie et invité l'Assemblée à étudier la possibilité d'assurer les ressources requises (décision 1997/293 du Conseil).

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/81 de l'Assemblée et décision 1997/293 du Conseil).

111. Droit des peuples à l'autodétermination

Documentation :

- a) Rapport du Secrétaire général (résolution 51/84);
- b) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Rapporteur spécial sur l'utilisation de mercenaires (résolution 51/83).

112. Questions relatives aux droits de l'homme

a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme

Rapport du Comité des droits de l'homme

Documentation : Rapport du Comité des droits de l'homme, Supplément No 40 (A/52/40), vol. I et II.

Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a approuvé la demande faite par la Commission à l'Assemblée générale, dans le cadre de la préparation du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de proclamer le 26 juin Journée internationale des Nations Unies pour les victimes de la torture, l'élimination totale de la torture et l'application effective de la Convention contre la torture (décision 1997/251 du Conseil).

Rapport du Comité contre la torture

Documentation : Rapport du Comité contre la torture, Supplément No 44 (A/52/44).

Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 36/151), A/52/387.

État du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et des Protocoles facultatifs se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/171), A/52/446.

Comité des droits économiques, sociaux et culturels

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a fait sienne la décision prise par la Commission de prier le Secrétaire général de soumettre des rapports à l'Assemblée générale à sa cinquante-deuxième session et à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-quatrième session, au titre des points pertinents de l'ordre du jour, sur les progrès accomplis dans la réalisation des droits énoncés dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (décision 1997/244 du Conseil).

État de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/85), A/52/359.

Application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris l'obligation de présenter des rapports à ce titre

Documentation :

- a) Rapports du Secrétaire général (résolution 51/87), A/52/445;

b) Note du Secrétaire général transmettant le rapport de la huitième réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (Genève, 15-19 septembre 1997) (résolution 51/87).

Célébration du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme

Documentation : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Supplément No 36 (A/52/36).

b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales

Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/176).

Droits de l'homme et exode massif

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/182).

Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies aux fins du renforcement de l'efficacité du principe d'élections périodiques et honnêtes et de l'action en faveur de la démocratisation

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/185).

Droits de l'homme et terrorisme

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/186).

Promotion effective de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/91).

Élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse

Documentation : Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Rapporteur spécial (résolution 51/93).

Renforcement de l'état de droit

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/96).

Situation des droits de l'homme au Cambodge

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/98).

La Commission des droits de l'homme a examiné la question à sa cinquante-troisième session, en 1997 (résolution 1997/49 de la Commission).

Droit au développement

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/99).

Droits de l'homme et mesures coercitives unilatérales

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/103).

Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme et information dans le domaine des droits de l'homme

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/104).

Droits de l'homme et extrême pauvreté

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a approuvé la demande faite par la Commission au Secrétaire général de transmettre le rapport final du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, à l'Assemblée générale et au Conseil notamment (décision 1997/242 du Conseil).

Documentation : Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Rapporteur spécial (décision 1997/242 du Conseil).

Application de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a approuvé la demande faite par la Commission au Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial toute l'assistance dont il avait besoin pour s'acquitter de son mandat, présenter un rapport intérimaire à l'Assemblée générale à sa cinquante-deuxième session et faire rapport à la Commission à sa cinquante-quatrième session (décision 1997/245 du Conseil).

Documentation : Note du Secrétaire général (décision 1997/245 du Conseil).

Personnel des Nations Unies

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a fait sienne la décision prise par la Commission de prier le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale à sa cinquante-deuxième session un rapport sur la situation des fonctionnaires des Nations Unies et des autres personnes exerçant des activités en application du mandat d'une opération des Nations Unies qui étaient emprisonnés, portés disparus ou retenus dans un pays contre leur volonté, sur les cas nouveaux qui avaient été réglés avec succès et sur la mise en oeuvre des mesures visées dans la résolution 1997/25 de la Commission (décision 1997/247 du Conseil).

Documentation : Rapport du Secrétaire général (décision 1997/247 du Conseil).

Respect des principes de la souveraineté nationale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États en ce qui concerne les processus électoraux

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

Les droits de l'homme dans l'administration de la justice

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

Respect de la liberté universelle de circulation et importance capitale du regroupement familial

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

**Renforcement du Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies
aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme**

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

**Renforcement de l'action que l'Organisation des Nations Unies mène
dans le domaine des droits de l'homme par la promotion de la coopération
internationale, et importance de la non-sélectivité, de l'impartialité
et de l'objectivité**

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

**c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs
et représentants spéciaux**

La situation des droits de l'homme en Iraq

Documentation : Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Rapporteur spécial (résolution 51/106 et décision 1997/269 du Conseil).

Situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran

Documentation : Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Représentant spécial (résolution 51/107 et décision 1997/264 du Conseil).

Situation des droits de l'homme en Afghanistan

Documentation : Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Rapporteur spécial (résolution 51/108 et décision 1997/273 du Conseil).

Situation des droits de l'homme au Nigéria

Documentation : Note du Secrétaire général (résolution 51/109 et décision 1997/263 du Conseil).

Situation des droits de l'homme en Haïti

Documentation :

- a) Rapport du Secrétaire général (résolution 51/110);
- b) Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'expert indépendant (décision 1997/262 du Conseil).

Situation des droits de l'homme au Kosovo

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/111).

Situation des droits de l'homme au Soudan

Documentation : Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Rapporteur spécial (résolution 51/112 et décision 1997/268 du Conseil).

Situation des droits de l'homme à Cuba

Documentation : Note du Secrétaire général transmettant le rapport intérimaire du Rapporteur spécial (résolution 51/113 et décision 1997/271 du Conseil).

Situation des droits de l'homme au Rwanda

Documentation : Notes du Secrétaire général transmettant :

- a) Le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur les activités de l'Opération sur le terrain pour les droits de l'homme au Rwanda (résolution 51/114 et décision 1997/274 du Conseil);
- b) Rapport du Rapporteur spécial (décision 1997/274 du Conseil).

Viols et sévices dont les femmes sont victimes dans les zones de conflit armé de l'ex-Yougoslavie

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/115).

Situation des droits de l'homme dans le territoire de l'ex-Yougoslavie

Documentation : Notes du Secrétaire général transmettant les rapports périodiques du Rapporteur spécial (51/116 et décision 1997/266).

Situation des droits de l'homme au Myanmar

Documentation :

- a) Rapport du Secrétaire général (résolution 51/117);
- b) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Rapporteur spécial (décision 1997/272 du Conseil).

Situation des droits de l'homme dans le sud du Liban et l'ouest de la Bekaa

Documentation : Rapport du Secrétaire général (décision 1997/265 du Conseil).

Situation des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo

Documentation : Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Rapporteur spécial (décision 1997/267 du Conseil).

Situation des droits de l'homme dans l'est de la République démocratique du Congo

Documentation : Note du Secrétaire général transmettant le rapport de la Mission conjointe chargée d'enquêter dans l'est de la République démocratique du Congo (décision 1997/267 du Conseil).

Situation des droits de l'homme au Burundi

Documentation : Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Rapporteur spécial (décision 1997/280 du Conseil).

Personnes déplacées dans leur propre pays

Documentation : Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Représentant du Secrétaire général (résolution 1997/39 de la Commission).

d) Application et suivi méthodiques de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne

Documentation : Rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (résolution 48/121).

e) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

Documentation : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Supplément No 36 (A/52/36).

113. Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes

a) Opérations de maintien de la paix des Nations Unies

b) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

c) Fonds de contributions volontaires administrés par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

Documentation :

a) Rapports financiers :

i) Opérations de maintien de la paix des Nations Unies : Supplément No 5 (A/52/5);

ii) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche : Supplément No 5D (A/52/5/Add.4);

iii) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés : Supplément No 5E (A/52/5/Add.5);

b) Rapports du Comité des commissaires aux comptes :

i) Étude de gestion de tous les aspects des travaux accomplis par le secrétariat de la Commission de la fonction publique internationale (résolution 51/216, sect. VIII);

ii) Audit spécial actualisé du Système intégré de gestion (résolution 51/225 A, par. 6);

iii) Propositions visant à améliorer la suite donnée aux recommandations du Comité (résolution 51/225 A, par. 8);

c) Rapport du Secrétaire général (résolution 48/216 B), A/52/381;

d) Note du Secrétaire général transmettant le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations figurant dans les rapports du Comité des commissaires aux comptes à l'Assemblée générale à sa cinquante-deuxième session (résolution 47/211), A/52/261;

e) Rapports du Comité consultatif.

114. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies

Documentation :

- a) Rapports du Comité consultatif, Supplément No 7 (A/52/7) et additifs;
- b) Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa trente-septième session, Supplément No 16 (A/52/16);
- c) Rapport du Secrétaire général (résolution 51/231).

115. Budget-programme de l'exercice biennal 1996-1997

Dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1996-1997

Documentation : Rapport du Secrétaire général relatif au deuxième rapport sur l'exécution du budget (résolution 50/217).

Deuxième rapport sur l'exécution du budget de l'exercice biennal 1996-1997

Documentation :

- a) Rapport du Secrétaire général relatif au deuxième rapport sur l'exécution du budget (résolution 50/217);
- b) Rapport du Comité consultatif;
- c) Rapport du Comité permanent du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (résolution 46/220), A/52/278.

116. Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999

À sa session de fond de 1997, le Conseil économique et social a demandé au Secrétaire général d'accroître les ressources nécessaires aux activités opérationnelles du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et de prévoir dans ses propositions de budget-programme pour l'exercice 1998-1999, sous la rubrique coopération technique, des ressources suffisantes pour financer deux postes de conseiller interrégional pour la prévention du crime et la justice pénale et pour renforcer encore les services consultatifs interrégionaux venant à l'appui des activités d'assistance technique (résolution 1997/35 du Conseil).

Par sa décision 1997/250, le Conseil économique et social a approuvé la demande faite par la Commission des droits de l'homme au Secrétaire général, lorsqu'il exécuterait le budget de l'Organisation pour l'exercice biennal 1998-1999, de veiller à ce que les fonds nécessaires à la bonne exécution de tous les mandats relatifs à des questions thématiques, y compris les nouvelles tâches qui pourraient être confiées par la Commission aux rapporteurs spéciaux et groupes de travail chargés de ces questions, soient rendus disponibles.

Documentation :

- a) Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999, Supplément No 6 (A/52/6/Rev.1);

- b) Rapports du Comité consultatif, Supplément No 7 (A/52/7) et additifs;
- c) Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa trente-septième session, Supplément No 16 (A/52/16);
- d) Rapport du Comité permanent du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (résolution 46/220), A/52/278;
- e) Rapport du Secrétaire général sur les changements à apporter au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999 afin de mettre en oeuvre les réformes proposées, A/52/303 et Corr.1.

117. Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies

Documentation : Rapport du Secrétaire général, A/52/444.

118. Corps commun d'inspection

Documentation :

- a) Rapport du Corps commun d'inspection, Supplément No 34 (A/52/34);
- b) Rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du CCI (A/52/206);
- c) Notes du Secrétaire général transmettant les rapports du CCI ci-après :
 - i) «Obligation redditionnelle, amélioration de la gestion et contrôle dans le système des Nations Unies» (A/50/503 et Add.1) et observations du Secrétaire général (A/50/503/Add.2) et du CAC (A/51/522);
 - ii) «La gestion à l'Organisation des Nations Unies : activités en cours» et observations du Secrétaire général (A/50/507 et Add.1);
 - iii) «La promotion de la femme au moyen et dans le cadre des programmes du système des Nations Unies : que se passera-t-il après la quatrième Conférence mondiale sur les femmes?» (A/50/509) et observations du CAC (A/51/180);
 - iv) «Le partage des responsabilités en matière de maintien de la paix : les Nations Unies et les organisations régionales» et observations du Secrétaire général (A/50/571 et Add.1);
 - v) «Étude de la relation entre l'assistance humanitaire et les opérations de maintien de la paix» et observations du Secrétaire général (A/50/572 et Add.1);
 - vi) «Composante militaire des opérations de maintien de la paix des Nations Unies» et observations du Secrétaire général (A/50/576 et Add.1);
 - vii) «Participation des organismes des Nations Unies à la fourniture et à la coordination de l'assistance humanitaire» et observations du CAC (A/50/687 et A/51/442);
 - viii) «Les voyages à l'Organisation des Nations Unies : problèmes d'efficacité et de réduction des coûts» et observations du Secrétaire général et du CAC (A/50/692 et Add.1 et 2);

- ix) «Renforcement des moyens dont dispose le système des Nations Unies pour prévenir les conflits» (A/50/853) et observations du Secrétaire général et du CAC (A/52/184);
- x) «Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : examen des questions institutionnelles et des questions de programme» et observations du Secrétaire général (A/51/152 et Add.1);
- xi) «Coordination des cadres de politique générale et de programmation en vue de l'instauration d'une coopération pour le développement plus efficace» (A/51/636-E/1996/104) et observations du CAC (A/52/115-E/1997/47);
- xii) «Étude de faisabilité sur le transfert de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche au Centre de Turin» et observations du Secrétaire général (A/51/642 et Add.1);
- xiii) «Ressources financières allouées par le système des Nations Unies aux activités menées par les organisations non gouvernementales» (A/51/655-E/1996/105) et observations du CAC (A/52/114-E/1997/46);
- xiv) «Examen de l'application de la politique de l'Organisation en matière de recrutement, d'affectation et de promotion (Deuxième partie – Affectation et promotion)» et observations du Secrétaire général (A/51/656 et Add.1);
- xv) «Services communs des organismes des Nations Unies à New York» et observations du Secrétaire général et du CCI (A/51/686 et Add.1 et 2);
- xvi) «Étude comparative des méthodes utilisées pour appliquer le principe de la répartition géographique équitable dans les organismes appliquant le régime commun des Nations Unies» et observations du Secrétaire général (A/51/705 et Add.1);
- xvii) «Publications des Nations Unies : amélioration du rapport coût-efficacité aux fins de l'exécution des mandats des organes intergouvernementaux» (A/51/946) et observations du Secrétaire général;
- xviii) «Mise en oeuvre des programmes d'assistance humanitaire par le biais des partenaires opérationnels» (A/52/270) et observations du Secrétaire général;
- xix) «Utilisation de l'informatique au sein du système des Nations Unies» et observations du CAC;
- xx) «Le problème de la sous-traitance pour le système des Nations Unies» (A/52/338) et observations du CAC;
- xxi) «Renforcement de la représentation sur le terrain du système des Nations Unies» (A/52/457) et observations du CAC;
- xxii) «Renforcement de la cohérence pour une amélioration des activités de contrôle au sein du système des Nations Unies» et observations du Secrétaire général;
- xxiii) «Services communs du système des Nations Unies à Genève» et observations du CAC;
- xxiv) «Programmes et activités des instituts de formation du système des Nations Unies» et observations du CAC;
- xxv) «Les bourses au sein du système des Nations Unies» et observations du CAC;
- xxvi) «Utilisation de l'informatique et des systèmes d'information à l'appui de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique» et observations du CAC;

xxvii) «Examen de la gestion et de l'administration de l'Organisation internationale du Travail» et observations du CAC;

xxviii) «Appui du système des Nations Unies à la science et à la technique en Amérique latine et dans les Caraïbes» et observations du CAC;

xxix) «Programme de travail du CCI pour 1997-1998 et programme de travail préliminaire pour 1998-1999» (A/52/267);

xxx) Observations du Corps commun d'inspection sur le rapport du Bureau des services de contrôle interne de l'Organisation des Nations Unies concernant la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (A/51/803), A/52/380;

xxxi) «Étude sur les possibilités de coordination au Siège et sur le terrain entre les organismes des Nations Unies dans le domaine de la consolidation de la paix» (résolution 51/101), A/52/430.

119. Plan des conférences

Documentation :

- a) Rapport du Comité des conférences, Supplément No 32 (A/52/32);
- b) Rapports du Secrétaire général : (résolutions 40/243 et 51/211 A), A/52/216 et Add.1 (résolution 51/211 A), A/52/215 et Add.1; et (résolutions 50/206 C et 51/211 B), A/52/291;
- c) Lettres datées des 11 septembre et 6 octobre 1997, adressées au Président de l'Assemblée générale par le Président du Comité des conférences, A/52/340 et Add.1.

120. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies

Documentation :

- a) Rapport du Comité des contributions, Supplément No 11 (A/52/11);
- b) Lettres adressées au Président de l'Assemblée générale par le Secrétaire général concernant les arriérés, A/52/350 et Add.1 à 4.

121. Régime commun des Nations Unies

Documentation :

- a) Rapport de la Commission de la fonction publique internationale, Supplément No 30 (A/52/30);
- b) Rapport du Secrétaire général (résolution 51/216), A/52/439.

122. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient

- a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement

b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban

Documentation :

- a) Rapports du Secrétaire général sur :
 - i) La Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (résolution 51/232);
 - ii) La Force intérimaire des Nations Unies au Liban (résolution 51/233);
- b) Rapports du Comité consultatif.

123. Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola

Documentation :

- a) Rapport du Secrétaire général (résolution 51/213), A/52/385 et Corr.1;
- b) Rapport du Comité consultatif.

124. Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité :

a) Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït

Documentation :

- a) Rapport du Secrétaire général sur le financement de la MONUIK (résolution 51/234);
- b) Rapport du Comité consultatif;

b) Activités diverses

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

125. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Documentation :

- a) Rapport du Secrétaire général (résolutions 51/2 A et B);
- b) Rapport du Comité consultatif.

126. Financement et liquidation de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge

Documentation :

- a) Rapport du Secrétaire général;
- b) Rapport du Comité consultatif.

127. Financement de la Force de protection des Nations Unies, de l'Opération des Nations Unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie, de la Force de déploiement préventif des Nations Unies et du quartier général des Forces de paix des Nations Unies

Documentation :

- a) Rapport du Secrétaire général (résolutions 51/12 A et B et 51/13);
- b) Rapport du Comité consultatif.

128. Financement de l'Opération des Nations Unies en Somalie II

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

129. Financement de l'Opération des Nations Unies au Mozambique

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

130. Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

Documentation :

- a) Rapport du Secrétaire général (résolution 51/235);
- b) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne (résolution 51/235);
- c) Rapport du Comité consultatif.

131. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

Documentation :

- a) Rapport du Secrétaire général (résolution 51/236);
- b) Rapport du Comité consultatif.

132. Financement de la Mission des Nations Unies en Haïti

Documentation :

- a) Rapport du Secrétaire général (résolutions 51/14 A et B);
- b) Rapport du Comité consultatif.

133. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Libéria

Documentation :

- a) Rapport du Secrétaire général (résolutions 51/3 A à C), A/52/401;
- b) Rapport du Comité consultatif, A/52/451.

134. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda

Documentation :

- a) Rapport du Secrétaire général (décision 51/472);
- b) Rapport du Comité consultatif.

135. Financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

Documentation :

- a) Rapport du Secrétaire général (résolution 51/214 B);
- b) Rapport du Comité consultatif.

136. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan

Documentation :

- a) Rapport du Secrétaire général (résolutions 51/30 J et 51/237);
- b) Rapport du Comité consultatif.

137. Financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994

Documentation :

- a) Rapport du Secrétaire général (résolutions 51/215 A et B);
- b) Rapport du Comité consultatif.

138. Financement de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine*Documentation :*

- a) Rapport du Secrétaire général (résolutions 51/152 A et B);
- b) Rapports du Comité consultatif.

139. Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental*Documentation :*

- a) Rapports du Secrétaire général (résolutions 51/153 A et B);
- b) Rapports du Comité consultatif.

140. Financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies*Documentation :*

- a) Rapport du Secrétaire général (résolutions 51/154 A et B);
- b) Rapport du Comité consultatif.

141. Financement de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti*Documentation :*

- a) Rapport du Secrétaire général (résolutions 51/15 A et B et décision 51/459);
- b) Rapport du Comité consultatif.

142. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies**a) Financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies****Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix**

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/239 A).

Matériel appartenant aux contingents

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/218 E, sect. I), A/51/967 et Corr.1 et 2.

Capital-décès et pension d'invalidité

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/218 E, sect. II), A/52/369.

Indemnité de subsistance (missions)

Documentation : Note du Secrétaire général transmettant un rapport de la Commission de la fonction publique internationale (résolution 51/218 E, sect. IV).

Taux de remboursement

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/218 E, sect. V).

Contributions volontaires

Documentation : Rapport du Comité consultatif (résolution 51/218 E, sect. VII).

Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie)

Documentation :

- a) Rapport du Secrétaire général (résolution 51/218 E, sect. VIII), A/51/905;
- b) Rapports du Comité consultatif, A/52/407 et A/52/410.

b) Reclassement de l'Ukraine dans le Groupe des États Membres visés à l'alinéa c) du paragraphe 3 de la résolution 43/232 de l'Assemblée générale

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

143. Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne

Documentation : Notes du Secrétaire général transmettant les rapports du Bureau des services de contrôle interne :

- i) Rapport annuel (résolution 48/218 B), A/52/426;
- ii) Audit de la mise en oeuvre de la réforme des achats (résolution 48/218 B);
- iii) Audit des commissions régionales (Commission économique pour l'Europe, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale) (résolution 48/218 B);
- iv) Examen des pratiques concernant les programmes et l'administration du Centre du commerce international Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement/Organisation mondiale du tourisme (résolution 48/218 B), A/51/933;
- v) Examen des pratiques concernant les programmes et l'administration du Service de la prévention du crime et de la justice pénale (résolution 48/218 B);
- vi) Suivi de l'audit et de l'inspection du Tribunal criminel international pour le Rwanda (résolutions 48/218 B, 50/213 C et 51/215 A);
- vii) Inspection des pratiques de passation de marchés avec les entreprises d'aviation (résolution 48/218 B);
- viii) Enquête sur un conflit d'intérêts présumé menée au Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) (résolution 48/218 B), A/52/339;
- ix) Audit concernant l'emploi de consultants en 1996 (résolution 51/221 B);

- x) Étude de la planification des achats des missions de la paix (résolution 51/231);
- xi) Évaluation des responsabilités qui incombent à l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le versement des indemnités de licenciement aux agents civils locaux de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (résolution 51/235);
- xii) Audit des programmes d'assurance de l'Organisation des Nations Unies (décision 51/468 B).

144. Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 49/61), A/52/294.

145. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 50/43).

146. Décennie des Nations Unies pour le droit international

a) Décennie des Nations Unies pour le droit international

Documentation : Note du Secrétaire général (résolutions 51/158 et 51/160), A/52/363.

b) Mesures qui seront prises en 1999 à l'occasion du centenaire de la première Conférence internationale de la paix et de la clôture de la Décennie des Nations Unies pour le droit international

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

c) Projet de principes devant régir la conduite des négociations internationales

Dans une lettre datée du 12 juin 1997 (A/52/141), le Représentant permanent de la Mongolie a demandé l'inscription du point susmentionné à l'ordre du jour de la cinquante-deuxième session en tant que subdivision du point 146.

Le 19 septembre 1997 (voir A/52/PV.4), l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau (A/52/250), de recommander l'inscription de ce point à l'ordre du jour en tant que subdivision du point 146, intitulé «Décennie des Nations Unies pour le droit international».

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

147. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quarante-neuvième session

Documentation : Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quarante-neuvième session, Supplément No 10 (A/52/10).

148. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa trentième session

Documentation : Rapport de la Commission des Nations Unies sur le droit commercial international sur les travaux de sa trentième session (résolution 51/162), Supplément No 17 (A/52/17).

149. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte

Documentation : Rapport du Comité des relations avec le pays hôte, Supplément No 26 (A/52/26).

150. Création d'une cour criminelle internationale

Aucune documentation préliminaire n'est prévue.

151. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation

Documentation :

a) Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, Supplément No 33 (A/52/33 et Corr.1);

b) Rapports du Secrétaire général (résolution 51/208), A/52/308; et (résolution 51/209), A/52/317.

152. Mesures visant à éliminer le terrorisme international

Documentation :

a) Rapport du Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1996, Supplément No 37 (A/52/37);

b) Rapport du Secrétaire général (résolution 50/53), A/52/304.

153. Gestion des ressources humaines

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/226), A/52/438.

Respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés

Documentation : Rapport du Secrétaire général (résolution 51/227).

154. Financement du Groupe d'observateurs militaires de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala

Documentation :

- a) Rapport du Secrétaire général (résolution 51/228);
- b) Rapport du Comité consultatif.

155. Amendement à l'article 13 du Statut du Tribunal administratif des Nations Unies

Dans une note datée du 9 septembre 1997 (A/52/142 et Add.1), le Secrétaire général a demandé l'inscription du point susmentionné à l'ordre du jour provisoire de la cinquante-deuxième session.

Le 19 septembre 1997 (voir A/52/PV.4), l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau (A/52/250), d'inscrire ce point à l'ordre du jour et de le renvoyer à la Sixième Commission.

156. Vers une culture de la paix

Dans une lettre datée du 31 juillet 1997 (A/52/191), les Représentants permanents du Bangladesh, du Costa Rica, de la Côte d'Ivoire, d'El Salvador, de la Guinée-Bissau, du Honduras, de la Namibie, du Nicaragua, du Panama, des Philippines, du Sénégal et du Venezuela ont demandé l'inscription de la question supplémentaire susmentionnée à l'ordre du jour.

Le 19 septembre 1997 (voir A/52/PV.4), l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau (A/52/250), d'inscrire cette question à l'ordre du jour et de l'examiner directement en séance plénière.

Documentation : Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (résolution 51/101), A/52/292.

157. Réforme de l'Organisation des Nations Unies : mesures et propositions

Dans sa décision 51/473 du 4 août 1997, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire la question susmentionnée à l'ordre du jour provisoire de la cinquante-deuxième session.

Le 19 septembre 1997 (voir A/52/PV.4), l'Assemblée générale a approuvé l'inscription de la question supplémentaire susmentionnée à son ordre du jour (A/52/250), et a décidé, sur la recommandation du Bureau, de l'examiner directement en séance plénière.

**158. Octroi à la Communauté andine du statut d'observateur
auprès de l'Assemblée générale**

Dans une lettre datée du 28 août 1997 (A/52/232), les représentants de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela ont demandé l'inscription à l'ordre du jour de la question additionnelle susmentionnée.

Le 19 septembre 1997 (voir A/52/PV.4), l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau (A/52/250), d'inscrire cette question à l'ordre du jour et de l'examiner directement en séance plénière.
